

Maghreb Canada Express



20^{ème} ANNÉE
Volume XXI, N°10
(OCTOBRE 2023)

Pour nous joindre, Téléphone : (+1) 514-576-9067, Courriel : contact@elfouladi.com

© Les Éditions Maghreb Canada



ÉDITION CONDENSÉE MOIS D'OCTOBRE 2023



MONDIAL 2030

Le Maroc, l'Espagne et le Portugal
accueilleront la 24^{ème} édition
marquant le centenaire de
la coupe du monde du football

Page 7

À LIRE ÉGALEMENT DANS CE
NUMÉRO (ENTRE AUTRES) :



POINT DE VUE
L'Afrique ne peut pas accueillir
toute la misère du monde. Page 5



L'enseignement de sujets liés à
l'orientation sexuelle et à
l'identité de genre dès le
primaire..... Page 6

Photos : DR

Alger - Tunis - Casa



Liban - Afrique - Europe - Forfait Sud

مايسترو

VOYAGES MAESTRO

سفریات

9150, L'Acadie, Suite 203, Montréal (Qc) H4N 2T2 Infos sans frais : 1.888.485.0444



Tél. 514 381-1999



AIRFRANCE



الخطوط التونسية

Titulaire d'un Permis du Québec



نرحب بجميع الجاليات العربية والمغاربية و نؤمن لهم أفضل الخدمات بأحسن الأسعار

Toufic Sleiman
Propriétaire

D'un Continent à l'autre...



SÉISME D'EL HAOUZ AU MAROC (LE 8 SEPTEMBRE 2023)

Pourquoi le Maroc refuse-t-il l'aide de la France ?



Par **Mustapha
Bouhaddar**

En 1960, le séisme d'Agadir au Maroc a fait entre 12000 à 15000 morts, soit plus du tiers de la population de la ville à cette époque, et environ 25000 blessés.

C'est le séisme le plus destructeur et le plus meurtrier de l'histoire moderne du Maroc quoique sa force fut plutôt modérée (magnitude de moins de 6 sur l'échelle de Richter).

L'ampleur des dégâts s'expliquerait par le fait que l'épicentre de la secousse était situé en dessous de la ville d'une part, et d'autre part, par la faible résistance des constructions anciennes.

La ville semblait pourtant avoir été à l'abri des séismes dans le passé. Or suite à des recherches historiques force est de constater que la ville, connue à l'époque sous le nom de Santa Cruz do Cabo de Aguer, avait déjà été détruite par un tremblement de terre en 1731; ce qui expliquait a posteriori la date de 1746 gravée sur le fronton de la porte de l'ancienne kasbah.

Vendredi 8 septembre, à 23h11 heure locale, dans la multitude de villages qui émaillent les montagnes du Haut-Atlas, au Maroc, des milliers de personnes étaient sur le point d'aller se coucher tandis que d'autres dormaient déjà à poings fermés. À 80 kilomètres de là, dans la trépidante Marrakech, des centaines de milliers d'autres personnes s'apprêtaient à faire de même. Quelques secondes plus tard, une secousse de magnitude 6,8 sur l'échelle de Richter s'est produite quelque part dans les montagnes, près du village Ighil. La région dans son entièreté s'est mise à trembler violemment; on a même ressenti des vibrations résiduelles jusqu'à Lisbonne.

Sur une vaste partie du territoire marocain, d'innombrables maisons et édifices se sont effondrés.

À Marrakech, les dégâts sont importants, mais la majeure partie de la ville demeure debout. Ce qui n'est pas le cas de nombreux villages de la région qui, pour certains, ont été complètement anéantis. On dénombre à présent environ 3000 morts, un bilan qui pourrait encore s'aggraver.

La magnitude élevée du séisme a sans aucun doute contribué à l'ampleur des dégâts. Mais de multiples facteurs ont conduit à la désolation : le fait qu'il se soit produit de nuit, à un moment où beaucoup de personnes étaient dans l'incapacité de réagir au monde qui se convulse autour d'elles, ou que bon nombre des bâtiments de la région n'ont pas été conçus pour résister à un tremblement de terre aussi puissant.

Malheureusement nous ne pouvons prévoir l'arrivée d'un séisme, et je suis agréablement surpris de la solidarité des français en vers le Maroc. Ça fait chaud au cœur de voir toutes ces associations françaises mobilisées pour aider les Marocains: Secours populaire, Secours islamique France, Fondation de France... les ONG ont d'ores et déjà reçu plusieurs millions d'euros. Leurs représentants expliquent comment ceux-ci seront utilisés pour aider la population marocaine sinistrée.

« On sent une grande émotion et une énorme générosité après ce tremblement de terre, confirme le directeur général du Secours populaire, Thierry Robert. Il y a beaucoup de liens entre les Français et le Maroc, certains ont des origines marocaines, et l'ampleur de la catastrophe marque les esprits. »

Pourquoi alors le Maroc refuse l'aide de l'État Français ?

Pour les ONG, cette non-réponse a plusieurs raisons. Pour un pays, lancer ce type d'appel signifie qu'il n'est pas capable de gérer une telle catastrophe. Ensuite, c'est accepter une certaine ingérence des étrangers. D'autres associations expliquent que le Maroc pourrait aussi prendre son temps pour identifier les besoins afin de permettre une bonne coordination des secours. Le but est de gérer la situation au mieux, sans semer la confusion.

De plus, l'absence de réponse de la part du Roi du Maroc pousse à penser qu'il y a un problème entre Mohammed VI et Emmanuel Macron. En effet, les rapports entre la France et le Maroc se sont dégradés ces derniers temps et ont dérivé sur une crise diplomatique. Le Maroc n'a plus d'ambassadeur à Paris depuis janvier dernier.

Pourquoi ? Parmi les explications avancées, la souveraineté du Maroc sur le Sahara; cette ancienne colonie espagnole : Rabat revendique sa souveraineté, tandis que Paris ménage l'Algérie qui soutient le polsario (qu'elle arme contre le Maroc NDLR) et avec laquelle la France tente aussi de renouer les liens. En raison de cette situation, le déploiement de la France au Maroc est pour le moment en suspens.

Autre explication avancée : les restrictions dans l'octroi de visas aux Marocains. Si celles-ci ont été levées en décembre dernier, elles ont cependant contribué à la détérioration des relations entre les pays. Ainsi, depuis des mois, et comme nous l'avons déjà souligné, il n'y a plus d'ambassadeur du Maroc en France.

Pour François Audet, directeur de l'Observatoire canadien sur les crises et les actions humanitaires, ce refus peut également être interprété comme un désir du Maroc de se détacher de son passé colonial.

En entrevue à l'émission Zone info, Kerlande Mibel (fondatrice et présidente-directrice générale du Forum économique international des Noirs) reconnaît que cette décision de Rabat peut avoir l'air contre-intuitive, mais précise que ce n'est pas nécessairement une mauvaise idée.

Elle rappelle le tremblement de terre en Haïti en 2010, où les secours humanitaires internationaux avaient immédiatement été dépêchés sur place. [Mais] il n'y avait pas de capacité ni de logistique à coordonner. C'est mieux que le pays décide de cette coordination et comment il veut accueillir cette aide, affirme Mme Mibel.

Il n'y a eu aucun refus marocain de recevoir de l'aide internationale

Toujours à Zone info, le journaliste marocain Abdellah Tourabi souligne qu'il n'y a eu aucun refus, de la part du Maroc, de recevoir de l'aide internationale. [Le séisme a eu lieu] dans une zone assez difficile d'accès. Ça ne sert à rien d'avoir une armée [d'humanitaires] sur place quand ils ne peuvent même pas accéder aux zones sinistrées.

Avec un bilan provisoire qui s'élève à 2800 morts et 2500 blessés, M. Audet, qui est également professeur titulaire à l'École des sciences de la gestion (ESG) de l'Université du Québec à Montréal, évoque une pression croissante des besoins de la population.

En attendant, le président Emmanuel Macron a déclaré que la France est prête à intervenir à la seconde où les autorités marocaines le demanderaient.

Le Maroc a réussi à reconstruire Agadir après le sinistre de 1960, il s'en sortira cette fois aussi avec ou sans l'aide de la France.



Photo DR

Gad Elmaleh, qui s'est récemment engagé pour les habitants sinistrés, a tenu à faire passer un message à ce sujet. *"Je pense qu'on devrait plus s'inspirer de la solidarité marocaine que de recevoir des leçons sur comment vivre. Je ne suis pas en colère, mais je crois que l'heure n'est pas au débat. Et j'entends beaucoup de commentaires sur comment le Maroc devrait se comporter",* a déploré l'humoriste en préambule. Et d'ajouter : *"J'invite les gens à se mobiliser et donner et s'éloigner de ces polémiques qui sont fondées sur l'ego, de l'orgueil et de la diplomatie."*



20 ans au Service de nos Communautés

(2003-2023)

Un Grand Merci à vous tous pour votre soutien et vos encouragements !

Maghreb Canada Express
صوت المغرب وكندا

Mensuel publié au Canada depuis 2003
Distribution à Montréal et Région
ainsi que dans la ville de Sherbrooke

© Les Éditions Maghreb Canada





SÉISME D'EL HAOUZ (LE 8 SEPTEMBRE 2023)

Maroc : Quand la solidarité dépasse l'affliction

Par **Abdel-Jalil Zaidane**

Un séisme, le plus important de l'histoire moderne du Maroc, de part sa force, survenu le 8 septembre 2023 à 23 h 11min heure locale atteignant une magnitude 7 sur l'échelle de Richter a causé plus de 3000 morts et plus de 6000 blessés, des destructions massives des villages et des habitations ; il a aussi endommagé le patrimoine architectural de la région d'Al Haouz. L'épicentre du séisme se trouvant dans le Haut Atlas à 71,8 km au sud-ouest de la ville de Marrakech.

Les secousses qui ont provoqué de sérieux dégâts et l'effondrement de nombreux bâtiments, ont été ressenties dans plusieurs régions du pays ainsi qu'au sud de l'Espagne, au sud du Portugal, au nord de la Mauritanie et au sud-est de l'Algérie.

La réaction des autorités était à la mesure de la catastrophe

Dès que le séisme a frappé, les institutions marocaines de crise se sont mises en mouvement pour étudier la situation, apprécier son évolution et organiser la riposte d'urgence. Les autorités locales, les forces de l'ordre et les équipes de la protection civile ainsi que des départements ministériels concernés se sont promptement mobilisés.

Le Maroc a une expérience dans la gestion des catastrophes naturelles et qu'il en a même fait bénéficier d'autres pays amis. Le Maroc a vécu dans son histoire récente, deux autres séismes, celui d'Agadir en 1960 avec plus de 12 000 victimes et celui d'Al-Hoceima au nord avec plus de 600 victimes. Le récent séisme a exigé des autorités d'innover et de réagir rapidement dans leurs opérations.

Quelques heures après le séisme, et sur hautes instructions de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, les Forces Armées Royales ont déployé d'urgence des moyens humains et logistiques, aériens et terrestres très importants, ainsi que des équipes d'intervention spécialisées de recherche et sauvetage et ont installé des hôpitaux médico-chirurgicaux de campagne.

L'immense élan de solidarité des Marocains partout où ils vivent

A ce moment tragique, le monde entier a assisté à un élan de patriotisme digne de celui de la Grande Marche Verte de 1975.

Dans une impulsion exceptionnelle de solidarité, les citoyens ont immédiatement afflué massivement, aux centres de transfusion sanguine pour faire don de leur sang.

Ainsi, les marocaines et marocains, particuliers, sociétés civiles ont fait preuve d'une solidarité instantanée et d'un sens saillant de nationalisme sans égal. Partout du Royaume, toutes et tous se sont mobilisés instinctivement pour arranger des actes citoyens de collecte de produits de première nécessité et des dons en nature en les acheminant par leurs propres moyens, jusqu'aux zones sinistrées.

Aides internationales : Un choix efficace et non politique

Le Maroc peut se flatter de voir que les offres d'aide et d'assistance affluaient des quatre coins du monde ; ainsi, il a exprimé sa gratitude aux expressions sincères et dignes de bonne foi de solidarité.

Seuls l'Espagne, le Royaume-Uni, le Qatar et les Émirats Arabes Unis ont vu leurs propositions de soutien officiellement acceptées par le Maroc. Ce nombre réduit s'explique par la décision de procéder, tout d'abord, à une évaluation minutieuse des besoins spécifiques sur le terrain, à une identification des lieux et des villages sur lesquels il vaut mieux concentrer les moyens au lieu d'une surabondance d'aides étrangères qui pourraient rendre encore plus désordonnée l'aide réelle sur le terrain puisqu'un déploiement massif et non-coordonné serait contreproductif.

La Communauté Marocaine au Canada : Une forte mobilisation

Fièrement attachés à leur pays et constamment mobilisés pour son développement et pour la défense de ses causes à l'instar de tous les marocains où ils vivent, les Marocains au Canada, en tant qu'une seule famille, se sont à nouveau pleinement engagés dans l'effort national pour pallier l'impact du séisme

et ils viennent de le prouver une nouvelle fois.

La reconstruction dans la résilience

Après que les autorités marocaines aient administré les premiers temps d'urgence, aient compté les victimes, aient enterré les défunts, aient secouru et soigné les blessés, le Maroc entame, aujourd'hui, une nouvelle phase qui est celle de la reconstruction dans la résilience.

Le plan d'action et de résilience s'appuie sur la vision Royale d'une réponse forte, rapide et volontariste qui respecte la dignité des populations, leurs us et coutumes et leur patrimoine. Les mesures ne tendent simplement pas à restaurer les dégâts du séisme, mais à entreprendre un plan intégré pour la reconstruction et la mise à niveau globale des régions affectées, aussi bien en termes de renforcement des infrastructures et de l'amélioration de la qualité des services publics.

Garder le sourire, quoi qu'il arrive...

La vie commence à reprendre graduellement son cours normal, la ferveur de solidarité dont ont fait preuve les Marocains depuis cette tragédie et la mobilisation extraordinaire des autorités redonnent de l'espoir aux sinistrés. Très touchés par ces initiatives solidaires, les habitants du Haut-Atlas se disent fiers et persuadés à dépasser cette crise. Avec le recul sur cet événement dramatique, on peut en tirer quelques leçons et conclusions : Tout d'abord, il y a eu une démonstration d'un Etat solide avec des institutions fortes capables de se mobiliser et de gérer les crises. Le déploiement rapide de l'armée, de l'administration territoriale, des forces de l'ordre, de la protection civile... et leurs capacités à mener des actions coordonnées démontrent que le Maroc Nouveau dispose d'une véritable puissance publique, dans sa dimension gestionnaire.

Ce tremblement de terre nous renseigne autant sur les vertus ancrées que sur les qualités d'un peuple marocain empathique, aussi solidaire et très généreux.

© Une production

**LES ÉDITIONS
MAGHREB CANADA***"D'un Continent à l'autre"*1485, rue des Roses
Sherbrooke (Qc) J1E 4J2
Canada.

ISSN 1708-8674

DÉPÔT LÉGAL: 2550843

**Directeur de Publication et
Rédacteur en Chef**

Abderrahman EL FOULADI

INFORMATION / PUBLICITÉ

Tél : 514-576-9067

Courriel : contact@elfouladi.com

CHRONIQUEURSMustapha Bouhaddar, Écrivain
(France)Dr Mraizika Mohammed
(France)Pr. Moha Ennaji
(Maroc)Abdeljalil Zaidane, Chercheur en
Finances publiques, (Maroc)Abderrazaq Mhamou, Expert en
digital et organisation (Maroc)Ahcene Tahraoui, Journaliste,
(Canada)**IMPRESSION**Hebdo Litho, Saint-Léonard
(Montréal, Québec)

**MAGHREB CANADA
EXPRESS (MCE)** est un
mensuel édité et distribué au
Canada depuis le 1^{er} Juillet
2003. Il est offert gratuitement
dans les commerces ainsi que
dans des lieux publics à Mon-
tréal, Brossard, Laval et dans
la ville de Sherbrooke, et ce,
depuis sa création.



20 ans au Service de nos Communautés

(2003 - 2023)

Un Grand Merci à vous tous pour votre soutien et vos encouragements !

Maghreb Canada Express
صوت المغرب وكنداMensuel publié au Canada depuis 2003
Distribution à Montréal et Région
ainsi que dans la ville de Sherbrooke

© Les Éditions Maghreb Canada



APPLICATION DES NORMES ANTI-SISMIQUES

Les derniers séismes meurtriers au Maroc et en Turquie relancent le débat sur la propre vulnérabilité de l'Algérie



Par AHCÈNE TAHRAOUI

Il y a 20 ans, le 21 mai 2003, un séisme de magnitude 6,8 sur l'échelle de Richter ébranlait le nord de l'Algérie. La forte secousse tellurique, dont l'épicentre avait été localisé en mer à 7 km des côtes de Zemmouri (wilaya de Boumerdes) avait été ressentie dans tout le centre du pays. Bilan : 3000 morts, plus de 10 000 blessés et 200.000 sans abri recensés. Les rapports faisaient également état de 1 243 bâtiments complètement ou partiellement détruits.

Le 10 octobre 1980, un tremblement de terre plus dévastateur (7,2) a ébranlé la ville d'El-Asnam, actuellement Chlef, faisant 2 633 morts, des milliers de blessés, de disparus et de sans-abri. Dans certaines zones 70 des bâtiments ont été détruits. Avant et après ces deux séismes majeurs, le pays en avait enregistré d'autres mais de moindre amplitude, fort heureusement.

La menace sismique est permanente car le nord de l'Algérie est situé à la frontière entre la plaque africaine et la plaque eurasiennne, créant ainsi une zone de compression qui se manifeste par plusieurs poussées et des failles. En raison de cet empiètement entre deux plaques tectoniques, de nombreux séismes se sont déjà produits dans la région. Une centaine de secousses par mois sont dénombrées mais la plupart ne sont pas ressenties, selon un chercheur au Centre de Recherche en Astronomie Astrophysique et Géophysique (Craag).

L'Etat a-t-il retenu la leçon de Boumerdès ?

L'Algérie a toujours été un pays sismique depuis au moins 6 millions d'années, selon les résultats de travaux de plusieurs décennies. Ces données géologiques ravivent les craintes après

chaque secousse surtout quand on sait que les pouvoirs publics ne semblent pas avoir tiré les enseignements qui s'imposent suite aux tragédies passées.

L'urbanisation anarchique, le vieux bâti, les études sismiques à la limite de l'aléatoire, l'absence de voies de communication d'urgence, l'inexistence de plans Orsec appropriés et actualisés, l'absence de structures spécialisées dans la gestion des catastrophes naturelles et des organismes d'intervention spécialisés mettent la population en danger.

« La malédiction des séismes n'est pas que géologique dans notre pays. Terre sismique depuis 6 millions d'années, l'Algérie est face aux défis de l'application des normes antisismiques » résume un confrère. Lors du procès intenté à 38 cadres, travailleurs, ingénieurs, architectes et entrepreneurs accusés d'avoir eu une responsabilité dans les dégâts provoqués par le séisme de mai 2003, le professeur Chelghoum Abdelkrim, spécialiste en génie parasismique, désigné par la justice pour expertiser les bâtiments effondrés, avait martelé devant les juges, contredisant les experts du Craag et ceux désignés par le gouvernement afin de mener une enquête sur le terrain : « A Corso (Boumerdes, ndlr) en particulier, ce sont les études du sol, erronées, qui sont à l'origine de l'effondrement des bâtisses », laissant entendre que les dégâts occasionnés ne sont pas dus à la force du séisme mais aux négligences dans l'urbanisme. « Est-ce que ce n'est pas la forte magnitude de la secousse ? », l'interroge le juge.

« La malédiction des séismes n'est pas que géologique »

« Ce serait une catastrophe si on pouvait dire cela, car dans ce cas, il faudrait carrément changer de pays. Le séisme du 21 mai 2003 était un séisme normal, modéré, vu la sismicité de la partie nord de notre pays. Il y a eu tous ces dégâts parce que les études de sol n'étaient pas fiables et le zonage était loin d'être adéquat. C'est sur la base de ces 2 éléments que nous lançons la construction », expliquera le professeur.

Autrement dit, la responsabilité des dégâts occasionnés est imputable aux laboratoires ayant effectué les études de sol et les parties chargées du suivi de leur travail contrôlés par... l'Etat algérien. Ce spécialiste est catégorique : « C'est à cause de la nature de ce sol, qu'il y aurait eu effondrement, quoi que l'on ait fait ».

Cette action en justice, a, pour rappel, été enclenchée suite à une plainte déposée par le ministère de l'Habitat pour rechercher et situer d'éventuelles responsabilités humaines dans une catastrophe naturelle.

Poursuivis pour « homicide involontaire, fraude sur la qualité et la quantité des matériaux de construction, le non-respect des règles de construction et de la réglementation », 27 accusés ont écopé d'une peine de 2 ans de prison ferme tandis qu'un autre a été condamné, par contumace, à 3 années de prison ferme. Ce dernier (Abdelkader H.) a été déclaré « en fuite ». Les 10 autres accusés, dont des ex-responsables d'entreprises étatiques de promotion et de gestion immobilières (OPGI, EPLF) de Boumerdès, et un promoteur privé ont été simplement acquittés.

« C'est plutôt le ministère qui devrait être poursuivi pour n'avoir pas pris au sérieux le zonage sismique. Car, dans beaucoup de cas, même si les normes avaient été totalement respectées, les bâtisses se seraient effondrées », selon des témoignages de nombreux experts présents à ce procès, rapportés par la presse.

« Le procès devait être celui de l'Etat qui a failli à ses devoirs : mauvaise classification des zones sismiques malgré l'existence d'études et d'écrits scientifiques édifiants datant de l'ère coloniale, importation de matériaux de construction (rond à béton et ciment) de très mauvaise qualité et qui s'étaient avérés d'une dangerosité fatale, l'absence d'un organe de contrôle ayant des pouvoirs répressifs s'agissant du non-respect des normes, le CTC (organisme national de control technique et de la construction) n'ayant qu'un rôle consultatif et autres lacunes », pointait un confrère d'El Watan exerçant dans la région.

A-t-on retenu les leçons de ces négligences meurtrières ?

L'Algérie est-elle suffisamment outillée pour faire face à une catastrophe naturelle majeure ? Interrogé par Le Quotidien d'Oran (13 février 2023), Mustapha Meghraoui, sismologue à l'Institut de physique du Globe de Strasbourg plaide pour l'application à la lettre le code parasismique. « J'insiste pour dire que les ingénieurs du Centre national de recherche appliquée en génie parasismique de Hussein Dey, et leurs collègues du Craag de Bouzaréah, font convenablement leur travail. Si les constructeurs appliquent à la lettre le code parasismique, il n'y aura pas de grands dégâts en cas de séisme, sauf que l'Etat, en tant que puissance publique, doit sévir en cas de manquement au respect des règles de construction parasismique. Les cahiers des charges, qui contiennent des clauses obligatoires relatives aux normes parasismiques, doivent être absolument respectés. On ne doit surtout pas essayer de gagner du temps dans la réalisation des projets ni

encore moins calculer pour économiser des sous quand il s'agit de sauver des vies humaines. En Californie (USA), le non-respect des normes parasismiques est passible de lourdes peines de prison », a soutenu ce sismologue.

Un rapport élaboré par un cabinet d'expertise privé français au lendemain du séisme de 2003, à la demande du ministère de l'Habitat algérien pour faire une analyse indépendante des causes des multiples endommagements et effondrements de bâtiments et de proposer des actions prioritaires à mettre en place dans l'immédiat conclut à de nombreuses manquements dans le processus de la construction s'interrogeant sur des choix qui ne sont pas compatibles avec la construction en zone sismique.

Entre autres actions jugées prioritaires préconisées par ces experts :

- Provoquer un choc dans la culture de construction en général et dans la construction parasismique en particulier, en imposant des constructions avec voiles en béton armé, en lieu et place des portiques (poteaux et poutres) et murs de remplissage. Les bâtiments avec des voiles en béton armé ont prouvé de leur efficacité aux actions sismiques les plus sévères, depuis le Chili (1960) et jusqu'au Japon (1995) en passant par la Roumanie (1977) et la Turquie;

- Etablir clairement la chaîne des professionnels (responsables) intervenant dans la construction de bâtiments, faciliter l'émergence des bureaux d'études spécialisées, éditer en urgence un document comportant les compléments et les modifications aux Règles RPA 99 (règles parasismiques algériennes).



POINT DE VUE

L'Afrique ne peut pas accueillir toute la misère du monde



Par **Abdelrhani BELHALOUMI (Belgique)**

L'Afrique, est souvent abordée sous le thème de la dépendance économique, la ruée exacerbée vers ses ressources, les flux de capitaux échappant à ses populations, les firmes multinationales et leurs modèles de consommation inadaptés aux besoins locaux de développement; Un continent au taux d'accès à l'énergie le plus faible au monde; Un continent où se côtoient misère, uranium, pierres précieuses, eau, gaz, pétrole, bauxite, gisements de fer riche en teneur, or, forêts, réserves immenses de diamant de platine, cuivre, coltan, ressources halieutiques et bien entendu ... des putschs militaires (106 réussis sur 248, depuis 1950).

Un continent où se succèdent des élections, des sommets sensés encourager la prospérité, la stabilité et la sécurité; entrecoupés de coups d'Etat. Par exemple, à Sochi, sur les bords de la mer Noire, le 23 octobre 2019 un sommet Russie-Afrique a eu lieu. Puis, soudain, le 18 août 2020 un double putsch est survenu au Mali; où un Colonel soutenu par son quarteron d'officiers supérieurs a déposé le président. Ce putsch, est arrivé tout juste trois mois après le Forum sur la Coopération sino-africaine (FCSA) pour la solidarité et la coopération pour vaincre le Coronavirus et pour une communauté d'avenir partagé.

Et... en septembre 2021 un coup d'Etat est survenu en Guinée, suivi par une réunion ministérielle Union africaine-Union européenne le 26 octobre 2021 au Rwanda; et par le 8e sommet Chine-Afrique au Sénégal en novembre de la même année.

Puis, l'année 2022 a été célébrée au Burkina Faso par l'armée en renversant le Président. S'en est suivi en février 2022, un sommet UE-UA au Sénégal, où les dirigeants des deux parties se sont mis d'accord pour une "vision commune".

Ensuite, des militaires ont entrepris un

coup d'Etat au Niger le 26 juillet 2023, et écarté le président élu la veille du Sommet Russie-Afrique à Saint-Petersbourg. Un sommet destiné à accroître l'approvisionnement alimentaire, l'énergie et l'aide au développement en Afrique. Et à peine un mois après, un putsch a eu lieu au Gabon où le président a été renversé. Et le jour-même du putsch, soit le 30 août 2023, le président ougandais a interdit l'importation de ce qu'il a appelé les "vêtements de Blancs morts". En fait, il s'agit de vêtements usagés provenant d'Europe et des USA. Puis, à côté de tout ça, des populations africaines insistent sur :

* La mise en oeuvre de l'agenda 2063 de l'Union africaine (UA), adopté à Addis Abeba le 31 janvier 2015.. C'est en fait le schéma et le plan directeur de l'Afrique visant à la transformer en puissance mondiale. D'ailleurs, certains n'hésitent pas à demander l'adoption de l'arabe, en tant que langue africaine officielle de l'ONU, comme langue de communication lors des futurs sommets africains;

* La mise en oeuvre de la «vision minière pour l'Afrique» adoptée en 2009 par les chefs d'État ou de gouvernements africains pour assurer une exploitation transparente, équitable et optimale des ressources minérales; et des minerais provenant de zones de conflit. De permettre aux pays africains de prélever des taxes à l'exportation sur les matières premières, de renégocier les contrats miniers pour accroître les revenus de l'Etat, d'alléger la dette africaine et non pas juste retarder les paiements. D'activer le rôle de la diplomatie de l'eau et du pacte vert, et de surveiller les activités liées à la pêche industrielle, car c'est une menace pour l'approvisionnement des populations locales vivant des ressources halieutiques traditionnelles. Et surtout, de préserver les océans qui est une source mondiale de protéines; et la biodiversité surexploitée. De contrôler la déforestation et de protéger les espèces sauvages et les écosystèmes. Bref, d'octroyer à l'Afrique les moyens suffisants pour mettre en oeuvre la recommandation «Au-delà des éléphants» ou de mettre fin à tous les partenariats hors Afrique;

* L'application du contenu du rapport de 2019 de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture intitulé «L'État de la biodiversité pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde» et son rapport de 2016 intitulé «Situation des forêts du monde». De cesser de mettre en péril l'agriculture paysanne, secteur dont dépend la population pour sa subsistance. De respecter scrupuleusement la période 2019-2028 proclamée «décennie pour l'agriculture familiale, pour mettre fin à la dépendance des

États africains à l'égard des importations alimentaires. Ceci revient à protéger le droit à la souveraineté et la sécurité alimentaire des États africains;

* La réalisation effective de la stratégie «Global Gateway» présentée par l'UE 1er décembre 2021 à Bruxelles, stratégie qui a coïncidé avec le putsch au Soudan où des militaires venaient de prendre le pouvoir, et que de violents combats secouaient la province du Tigré (nord de l'Éthiopie). Une stratégie visant à développer des liens intelligents, propres et sûrs dans les domaines du numérique, de l'énergie et des transports et à renforcer les systèmes de santé, d'éducation et de recherche dans le monde entier, dont 150 milliards d'euros pour l'Afrique. Ainsi que l'évaluation de la stratégie de croissance «Green Deal» adoptée à l'issue du 5e sommet entre l'Union africaine et l'Union européenne, qui s'est tenu à Abidjan en novembre 2017. Car, depuis le pacte II de la stratégie commune Afrique-UE adoptée à Lisbonne le 9 décembre 2007, l'UE est confrontée à une concurrence vive, tout en étant le premier

partenaire de l'Afrique dans de nombreux domaines, et notamment les matières premières. L'UE et l'Afrique gèrent leur partenariat stratégique en se concentrant sur les secteurs où l'EU a une valeur ajoutée, comme les énergies renouvelables, véritable partenariat géopolitique, c'est ce qui se dit en tout cas;

* La réalisation des dix-sept objectifs de développement durable (ODD), dans le respect des principes du programme de développement durable à l'horizon 2030 «de continent à continent» entre l'Union européenne et l'Union africaine.

Enfin, les Africains aspirent réellement à un partenariat global, équitable, équilibré, inclusif et ouvert. Un partenariat qui reconnaît l'Afrique dans toute sa diversité et non pas comme arène de compétition entre pays étrangers pour son potentiel énergétique. Un partenariat pour une agriculture durable et résiliente. Car, il est grand temps de concrétiser l'idée de partenariats entre égaux, avec une stratégie refondée de l'Afrique et des partenaires en faveur d'une mobilité et d'une migration mutuellement bénéfiques.



VENIR AU CANADA
services et conseils en Immigration

Recruteur International (Etudiants Etrangers)
Permis d'Etudes et Prolongation
Permis de Travail et Prolongation
Parrainage des Epoux, Conjointes des faits
Visa Visiteurs (Touristes, Parents ...)
Citoyenneté et Carte de Résident Permanent
Lettre d'invitation

www.veniraucanada.net

DRISS NADIR
Conseils et Services en Immigration au Canada

Cabinet de Consultants Réglementés en Immigration Canadienne **CRIC R 514104**

Membre de Registre Québécois
Des Consultants en Immigration: **11708**

Commissaire à l'assermentation pour le Québec et extérieur Québec: **N 213745**



+1 514-660-8027
+1 514-660-3800



www.veniraucanada.net
info@veniraucanada.net



3177, Rue St Jacques, Bureau 205,
Montréal, Québec, H4C 1G7



Un mois au Canada ...



SOCIÉTÉ

L'enseignement de sujets liés à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre dès le primaire n'est pas du goût de tout le monde

Pour ou contre les directives scolaires en matière d'identité de genre ? Le débat sur cette question brûlante d'actualité a débordé sur la voie publique, le mercredi 21 septembre 2023, où des milliers de personnes ont manifesté, non sans heurts, dans plusieurs villes du Canada.

D'un côté des partisans d'un groupe appelé *1 Million March 4 Children* hostiles à l'idéologie du genre dans les écoles du pays et les contenus inappropriés sur la sexualité proposés aux élèves.

Dans l'autre camps, des contre-manifestants issus de la communauté LGBTQ+, tous aussi déterminés à défendre leur cause et le droit à l'enseignement de la diversité des genres et des sexualités dans les établissements scolaires, selon leurs dires.

« *Leave the kids alone* », « Laissez nos enfants tranquilles », « *Teach love not hate* », « *Trans rights are human rights* », « Laissez les enfants trans devenir des adultes trans », « *My child, my choice* », « *Hands off our children* », « Les parents savent le mieux » ou « Gardez l'innocence des enfants », étaient, entre autres, les mots d'ordre de ces actions de rue observées un peu partout.

Des manifestants présents au rassemblement tenu devant le bureau du premier ministre François Legaut, au centre-ville de Montréal, organisé sous l'appellation Manifestation pour le droit parental, ont tenu à préciser devant les médias qu'ils ne sont pas contre la communauté homosexuelle mais contre la manière dont les écoles enseignent l'identité de genre.

Une intervenante rencontrée par Radio-Canada dans la métropole s'est présentée comme chrétienne et a assuré que « *les revendications émanaient d'une volonté commune des participants de voir enseigner les bases à l'école publique. Le gouvernement n'a aucun droit sur mes vues ni celles de mes enfants* », a-t-elle soutenu. Sur la Toile, les réactions étaient aussi nombreuses et adverses.

Pour Kamel el-Cheikh, l'une des principales figures du mouvement *1 Million March 4 Children*, la journée de mercredi est une grande victoire. « *Notre mouvement est comme un parapluie qui regroupe des personnes de toutes les religions qui sont contre la politique d'imposer l'idéologie de genre sur nos enfants dans les écoles. C'est ce qui nous a unis en tant que musulmans et chrétiens* », a-t-il déclaré.

Ce mouvement qui se définit comme « non partisan » rassemble des groupes

conservateurs musulmans, mais aussi des organismes chrétiens évangélistes, ou encore des personnalités affiliées au Parti populaire du Canada (PPC) de Maxime Bernier présent aux côtés de Kamal el Cheikh mercredi à Ottawa, ont rapporté des sources médiatiques.

Le premier ministre Justin Trudeau, qui se trouvait à New York ce jour-là pour l'Assemblée générale de l'ONU, a publié un message sur les réseaux sociaux pour condamner ces manifestations. « *Que ce soit clair: la transphobie, l'homophobie et la biphobie n'ont pas leur place dans notre pays. Nous condamnons fermement cette haine et ses manifestations, et nous sommes solidaires des Canadiens et Canadiennes 2ELGBTQI+ à travers le pays- vous êtes valables et appréciés.* », a-t-il défendu.

De son côté, François Legaut a appelé au calme dans le débat entre opposants à l'enseignement de l'identité de genre et défenseurs des droits LGBTQ+. « *Ça ne représente pas le Québec. Les Québécois sont modérés, et on n'a pas l'habitude de voir cette polarisation d'un côté comme de l'autre. Je me sens une responsabilité comme premier ministre d'être un rempart contre les extrêmes. Les positions sont campées. J'espère que ce sont des exceptions (...)* Je fais un appel au calme des deux côtés. D'un côté, on a un devoir, comme société, de protéger les jeunes qui sont dans les minorités, et de l'autre côté, bien, je peux comprendre les parents qui sont inquiets, les citoyens qui sont inquiets », a-t-il ajouté tout en condamnant les « *dérapages* » lors de ces manifestations.

Par ailleurs, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) souhaite que l'école québécoise poursuive l'enseignement des notions liées à la diversité sexuelle, comme l'identité de genre ou l'expression de genre, pour que le nouveau cours de Culture et citoyenneté québécoise reflète les réalités des citoyens qui composent la société et les informe de leurs droits fondamentaux.

Réagissant aux propos tenus par Justin Trudeau, l'Association musulmane du Canada a indiqué dans un communiqué repris par l'agence QMI : « *En qualifiant de haineuses les manifestations pacifiques de milliers de parents inquiets, les dirigeants et les conseils scolaires canadiens créent un danger précédent en utilisant leur position d'influence pour diaboliser injustement les familles et aliéner d'innombrables élèves.* »

Selon l'association, les « milliers de musulmans » qui ont manifesté la se-

maine passée réclament « *leurs droits en tant que parents en ce qui concerne l'éducation de leurs enfants. Leur intention était d'être entendus et non de semer la division. Les parents devraient avoir le droit absolu de défendre le bien-être de leurs enfants* », a précisé l'Association musulmane du Canada qui ajoute : « *les milliers de musulmans qui ont manifesté récla-*

ment leurs droits en tant que parents en ce qui concerne l'éducation de leurs enfants. Leur intention était d'être entendus et non de semer la division. Les parents devraient avoir le droit absolu de défendre le bien-être de leurs enfants.

Mbarek El Azzaoui

Football (Soccer) : Achraf Hakimi met le feu au PSG

C'est bon pour lui, pour le Maroc et pour nous franco-marocains supporters des lions de l'Atlas qui ont réalisé une performance incroyable pendant le Mondial 2022.

Avec le départ de Messi et de Neymar qui monopolisaient le ballon et empêchaient le lion de l'Atlas de s'exprimer sur le terrain. Hakimi a brillé contre Dortmund et Marseille.

Pour le dernier match de Paris contre Marseille, les parisiens ont découvert que Hakimi excelle dans le tir des coup francs. Il a mis un sensationnel au début du match contre Marseille.

Si Messi et Neymar étaient là, ils ne l'auraient pas laissé tirer. Hakimi a déclaré qu'il préfère jouer avec l'équipe marocaine, car l'équipe jouait à onze et non à trois comme à Paris. Tout le monde touchait le ballon.

Arrivé avec une étiquette d'un des meilleurs latéraux droits au monde en 2021 dans le club de la capitale, Achraf Hakimi tardait à montrer toute l'étendue de son talent. Transféré pour 60 millions (+ 11 millions de bonus) depuis l'Inter Milan, le joueur de 24 ans alternait le bon et le moins bon depuis deux ans. Régulièrement pointé du doigt pour ses lacunes défensives ces dernières années (il est vrai peu aidé par un Lionel Messi peu adepte des tâches défensives), le Marocain ne pouvait s'exprimer pleinement.

Un nouveau rôle dans un nouveau PSG

Luis Enrique arrivé à l'intersaison, Achraf Hakimi semble avoir trouvé son coach. Et il le confirme : « Je me sens libre, bien utilisé, avec un grand rôle. Le coach a fait en sorte que je me sente libre. Je sens beaucoup de confiance », confiait-il après la victoire face au Borussia Dortmund (2-0).

Avec Ousmane Dembélé, il semble aussi avoir trouvé une parfaite complémentari-



té. L'attaquant français fait les efforts pour défendre, et Warren Zaïre-Emery, placé sur la droite du milieu de terrain, couvre suffisamment le terrain pour permettre à Hakimi d'être un milieu supplémentaire en phase offensive, et d'apporter une présence dans la surface. Celui qui a la double nationalité (Espagne-Maroc) peut aller se projeter. « C'est un défenseur, mais il peut être milieu et attaquant », expliquait Luis Enrique à son propos, dans des propos relayés par Foot Mercato. Un entraîneur qui souhaite « 11 attaquants et 11 défenseurs dans son équipe ».

Hakimi de nouveau décisif dans les grands matches

Formé au Real Madrid, Achraf Hakimi met également la balle au fond des filets sur ce début de saison, avec trois buts inscrits. Notamment un magnifique enchaînement technique face à Dortmund en Ligue des Champions ou un coup franc obtenu par son ami Mbappé face à l'Olympique de Marseille. Face aux Marseillais, le Marocain avait aussi touché à plusieurs reprises les montants, signe d'une présence offensive forte. Kylian Mbappé n'avait d'ailleurs pas hésité à lui rendre hommage après la victoire face à l'ennemi olympien (4-0) sur son compte Instagram, le citant parmi les meilleurs latéraux au monde.

Une bonne chose pour Walid Regragui qui prépare la CAN, Hakimi sera un grand atout avec Hakim Ziyech qui a finalement un club et qui est épanoui à Galatasaray. Il a déjà inscrit un but et livré une passe décisive.

Mustapha Bouhaddar



MONDIAL 2030

Le Maroc, l'Espagne et le Portugal accueilleront la 24^{ème} édition marquant le centenaire de la coupe du monde du football

Inédit ! : Pour le centenaire de sa première édition en Uruguay en 1930, la Coupe du monde de football 2030 se déroulera dans six pays sur trois continents !

Trois matchs « inauguraux » auront lieu en Argentine, Uruguay et Paraguay. Le reste de la compétition se jouera au Maroc, en Espagne et au Portugal.

La décision a été prise le 4 octobre 2023 par le Conseil de l'instance internationale du football après consultation des confédérations, au cours de sa séance tenue par visioconférence depuis le siège de la FIFA.

« Véritable invitation à venir célébrer le football, la Coupe du Monde de la FIFA et son centenaire d'existence, l'édition 2030 de la compétition phare du football mondial se disputera dans pas moins de trois continents et six pays. Le Conseil de la FIFA a unanimement convenu que la candidature conjointe du Maroc, du Portugal et de l'Espagne serait la seule en lice. Ces trois pays organiseront donc la compétition et leur équipe nationale respective sera par conséquent automatiquement qualifiée, leurs places étant déduites du quota réservé à leur confédération respective », a annoncé la FIFA sur son site internet.

Par ailleurs, compte tenu du contexte historique entourant l'édition 2030 de la Coupe du Monde, le Conseil de la FIFA a décidé à l'unanimité d'organiser une cérémonie de célébration du centenaire dans la capitale du pays ayant accueilli la toute première édition de la compétition, à savoir Montevideo, en Uruguay.

Selon les informations communiquées, une cérémonie commémorative sera organisée en Amérique du Sud, tandis que trois pays sud-américains – l'Uruguay, l'Argentine et le Paraguay – accueilleront chacun un match. La première de ces trois rencontres sera disputée « là où tout a commencé, dans l'en-

ceinte légendaire de l'Estadio Centenario de Montevideo, afin de célébrer comme il se doit le centenaire de la compétition ».

Le Conseil de la FIFA a également convenu à l'unanimité que la seule candidature à l'organisation de la Coupe du Monde de la FIFA 2030 sera celle du Maroc, du Portugal et de l'Espagne. « Deux continents -l'Afrique et l'Europe – côte à côte pour célébrer le football et véhiculer un formidable esprit de cohésion sociale et culturelle. Quel magnifique message de paix, de tolérance et d'inclusion », s'est félicité la FIFA.

Il ya lieu de préciser que l'acceptation par le Conseil de la FIFA d'une candidature unifiée pour 2030 doit encore être formellement approuvée l'année prochaine lors d'une réunion des 211 fédérations membres.

Ce ne devrait être qu'une formalité

Le choix en vue du tournoi de 2034 sera fait dans le cadre d'une réunion distincte, a fait savoir la FIFA. Il a été également décidé que, conformément au principe de rotation entre les confédérations, les procédures de candidature pour les éditions 2030 et 2034 devaient se dérouler en parallèle afin de garantir des conditions optimales pour la Coupe du Monde.

Pour la Coupe du Monde de la FIFA 2034, seules les associations membres de la FIFA affiliées à l'AFC et l'OFC sont invitées à se porter candidates à son organisation, a indiqué la même source.

« Une victoire pour le Maroc »

Pour rappel, L'Espagne et le Portugal avaient d'abord présenté une candidature conjointe avant d'être élargie au Maroc, plus tôt cette année. Les six pays hôtes seront automatiquement admis au tournoi, qui comptera 48 équipes, a précisé la FIFA. Ce sera la première fois que la Coupe du monde se déroulera

sur plus d'un continent.

Selon des observateurs, l'Arabie saoudite viserait l'édition de 2034 et l'Australie serait également intéressée. La première Coupe du monde masculine à 48 équipes sera organisée en 2026 par les États-Unis, le Canada et le Mexique. « En 2030, nous aurons une empreinte mondiale unique ; trois continents -l'Afrique, l'Europe et l'Amérique du Sud, six pays -l'Argentine, le Maroc, le Paraguay, le Portugal, l'Espagne et l'Uruguay -accueillant et unissant le monde tout en célébrant ensemble le beau sport (le soccer), le centenaire et la Coupe du Monde de la FIFA », a déclaré Infantino, dans un communiqué.

La décision de 2030 marque une victoire pour le Maroc, qui a investi massivement dans les infrastructures de ses plus grandes villes et a été choisi la semaine dernière pour accueillir la Coupe d'Afrique des Nations de 2025, a commenté l'agence de presse anglaise Reuters. « L'équipe nationale masculine a contribué à faire avancer son dossier en atteignant les demi-finales de la Coupe du monde au Qatar, après avoir éliminé l'Espagne et le Portugal lors des tours précédents », analyse le rédacteur du papier.

Dans un communiqué, le cabinet du roi du Maroc Mohammed VI a déclaré que la sélection « reconnaissait la place de choix qu'occupe le Maroc dans les rangs des grandes nations »

Pour le Premier ministre portugais, Antonio Costa, la Coupe du Monde 2030 au Portugal, au Maroc et en Espagne « sera un succès à tout point de vue ». La décision du Conseil de la FIFA de retenir à l'unanimité le dossier Maroc-Espagne-Portugal comme candidature unique pour l'organisation de la Coupe du Monde 2030 de football est « une nouvelle démonstration de notre capacité reconnue dans l'organisation de grands événements », écrit le PM portugais sur le réseau social X (ex-Twitter). Expri-

mant « sa grande joie », suite à cette décision, M. Costa a félicité les fédérations nationales de football des trois pays pour leur « dévouement et le travail accompli » et a salué ce partenariat tripartite.

Réagissant à cette candidature, Fouzi Lekjaa, président de la Fédération royale marocaine de football (FRMF) a déclaré : « Le Mondial 2030 est un moment important dans l'histoire du Maroc. Une grande réalisation sous la direction de Sa Majesté le Roi Mohammed VI ».

Fouzi Lekjaa a salué la décision de la FIFA qui a retenu à l'unanimité la candidature unique Maroc-Espagne-Portugal pour l'organisation du Mondial 2030. « C'est un honneur et une responsabilité que nous avons devant nous et un privilège de joindre nos forces avec le Portugal et l'Espagne pour préparer un dossier de candidature qui, j'en suis sûr, marquera l'histoire et poussera l'organisation de la compétition à un niveau inédit », a-t-il indiqué dans une déclaration accordée au site de la Fédération espagnole.

De son côté, Fernando Gomez, président de la Fédération portugaise a salué également la décision de la FIFA. « Chacun de nos pays apporte une tradition footballistique vibrante, une expérience organisationnelle inégalée et une capacité à innover qui marquera certainement l'avenir de la compétition », a-t-il souligné.

Pedro Roja, nouveau patron du football espagnol s'est félicité de la victoire de la candidature tripartite: « Le rêve de pouvoir ramener en Espagne, presque 50 ans plus tard, l'organisation d'une Coupe du Monde. Je suis sûr qu'ensemble, avec le Maroc et le Portugal, nous organiserons la meilleure Coupe du Monde de tous les temps! »

Ahcene Tahraoui



20 ans au Service de nos Communautés

(2003 - 2023)

Un Grand Merci à vous tous pour votre soutien et vos encouragements !

Maghreb Canada Express
صوت المغرب وكندا

Mensuel publié au Canada depuis 2003
Distribution à Montréal et Région
ainsi que dans la ville de Sherbrooke
© Les Éditions Maghreb Canada





TURKISH AIRLINES

touristanbul

CHAQUE ESCALE EST UNE OCCASION D'EXPLORER CETTE VILLE SUPERBE

Le programme « touristanbul » est gratuit pour les passagers internationaux dont le voyage comporte une escale de 6 à 24 heures à l'aéroport d'Istanbul



A STAR ALLIANCE MEMBER 